

Lettre d'information de la Commune d'Auzet (Alpes-de-Haute-Provence) - n° 18 - Janvier 2014

■ VŒUX 2014

Derniers vœux de la mandature samedi 18 janvier à La Fontaine de l'Ours

La cérémonie des vœux du maire et du conseil municipal se déroulera dans les locaux de La Fontaine de l'Ours **le samedi 18 janvier à 18 h**. Cette rencontre se clôturera par un apéritif convivial.

Comme chaque année, il sera possible de dîner sur place. Réservation impérative en mairie :

- par courriel (mairie.auzet@wanadoo.fr),
- ou par téléphone (04 92 35 20 39)

jusqu'au lundi 13 janvier.

Participation aux frais : 15 €

Règlement le 18 janvier, par chèque à l'ordre de La Fontaine de l'Ours

■ RÉHABILITATION DE L'AIRE DE PIQUE-NIQUE

Une kota lettone pour le Graveyron

Au terme de nombreuses difficultés, le chantier de requalification de l'aire de pique-nique du Graveyron et la création de l'aire de services pour deux camping-cars touchent à leur fin.

La finalisation du kiosque-barbecue, inspiré des kota finlandais mais importé de Lettonie, a été confiée à Filip, menuisier récemment installé à Auzet.

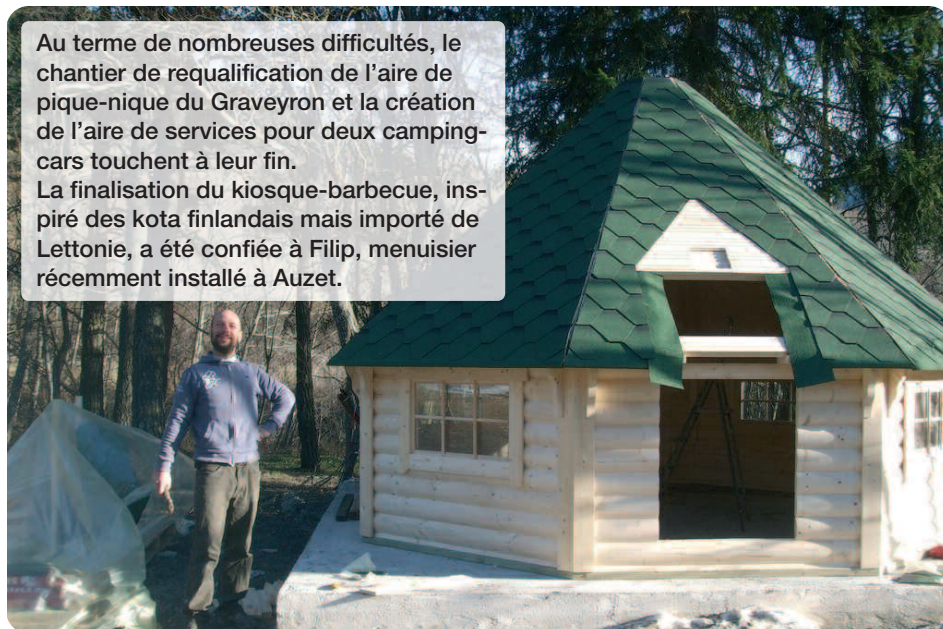


PHOTO : PIU

■ ÉLECTIONS MUNICIPALES 2014

La commune perd deux conseillers municipaux

Avec 87 habitants « officiels » au 1^{er} janvier 2014, Auzet voit le nombre de ses conseillers réduit de 9 à 7 par la réforme de 2012 dont plusieurs dispositions concernent notre commune. Tour d'horizon

1. Dans les communes de moins de 1 000 habitants, la loi maintient le mode d'élection des élus municipaux au scrutin plurinominal majoritaire à deux tours, avec panachage. De ce côté, pas de changement à Auzet.

2. Nouveau : obligation de déclaration et d'affichage des candidatures

Une déclaration de candidature est désormais obligatoire pour tous les candidats dès le premier tour de scrutin et, en cas de second tour, pour les candidats qui ne se sont pas présentés au premier tour (*voir aussi le point 3*).

En revanche, un candidat présent au premier tour n'a pas à déclarer à nouveau sa candidature en cas de second tour.

La déclaration de candidature est déposée en préfecture ou sous-préfecture au plus tard :

- le troisième jeudi qui précède le jour du scrutin (*soit le 6 mars*), à 18 heures, pour le premier tour ;
- le cas échéant, le mardi qui suit le premier tour (*soit le 25 mars*), à 18 heures, pour le second tour.

La déclaration de candidature indique l'identité du candidat (nom, prénom, sexe, date et lieu de naissance, domicile et profession). Elle est assortie des documents officiels justifiant qu'il satisfait aux conditions d'éligibilité. Un récépissé est délivré.

3. Nouveau : nul ne peut être candidat dans plus d'une circonscription électorale. Les candidats peuvent se présenter de



façon isolée ou groupée. Seuls peuvent se présenter au second tour de scrutin les candidats présents au premier tour, sauf si le nombre de candidats au premier tour est inférieur au nombre de sièges à pourvoir.

En cas de déclaration d'un groupe de candidats, il n'est pas nécessaire d'en présenter autant que de sièges à pourvoir : il peut y avoir moins de candidats ou au contraire plus de candidats que de sièges à pourvoir.

4. Nouveau : l'affichage du nombre des conseillers municipaux à élire par la circonscription électorale ainsi que **la liste des candidats** dans chaque bureau de vote, le jour du scrutin, est obligatoire.

5. Nouveau : validité des bulletins de vote

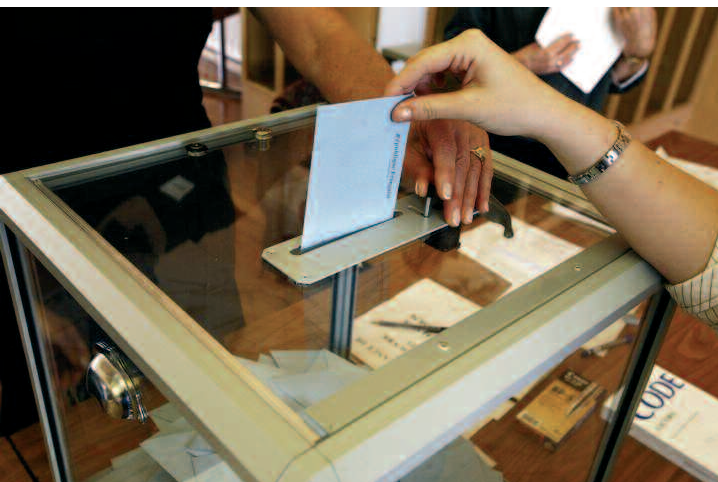
Les bulletins comportant un nombre inférieur ou supérieur de candidats qu'il n'y a de conseillers à élire (notamment par ajout ou suppression de noms) seront considérés comme valables.

En revanche, les noms des personnes n'étant pas candidates ainsi que le ou les derniers noms de candidats surnuméraires ne seront pas décomptés.

6. Élection du maire et des adjoints

Le maire reste élu au scrutin secret par le conseil municipal.

Les adjoints sont élus par les conseillers municipaux au scrutin secret à la majorité absolue (scrutin uninominal). ●●●



●●● 7. Nouveau : le « tableau du conseil municipal »

Les membres du conseil municipal sont classés dans l'ordre du « tableau du conseil municipal », après son installation. Après le maire, prennent rang les adjoints par ordre de nomination puis les conseillers municipaux. Pour ces derniers, l'ordre est déterminé par l'ancienneté de leur élection depuis le dernier renouvellement intégral du conseil municipal. Si les conseillers sont élus le même jour, l'ordre est déterminé par le plus grand nombre de suffrages obtenus et, à égalité de voix, par priorité d'âge.

Le « tableau du conseil municipal » fixe également l'ordre de désignation des conseillers communautaires.

8. Nouveau : réduction du nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 100 habitants

Le nombre de conseillers municipaux dans les communes de moins de 100 habitants est réduit de deux, passant de 9 à 7 (le nombre des adjoints demeure inchangé, soit 2).

9. Nouveau : au bureau de vote, les électeurs devront présenter leur carte d'électeur et une pièce d'identité.

10. Nouveau : désignation des conseillers communautaires dans les communes de moins de 1 000 habitants

Les élus représentant la commune au sein de l'organe délibérant de la communauté seront désormais appelés « conseillers communautaires ».

Les conseillers communautaires sont élus pour la même durée que les conseillers municipaux de la commune qu'ils représentent, c'est-à-dire pour six ans sauf modification du périmètre de la communauté, et renouvelés intégralement à la même date que ceux-ci.

Les conseillers communautaires sont les membres du conseil municipal désignés dans l'ordre du tableau établi au moment de l'élection du maire et des adjoints.

En cas de cessation du mandat d'un conseiller communautaire, celui-ci est remplacé par le premier membre du conseil municipal n'exerçant pas le mandat de conseiller communautaire dans l'ordre du tableau établi à la date où la vacance de son siège est devenue définitive.

Enfin, la loi a supprimé les suppléants sauf pour les communes ne comptant qu'un conseiller communautaire.

Concrètement, les deux conseillers communautaires auzetans seront dans l'ordre : le maire et le premier adjoint. En cas d'indisponibilité, ils seront remplacés par le deuxième adjoint puis le premier conseiller municipal dans « l'ordre du tableau ».

Téléchargez le *Memento des candidats aux élections municipales des communes de moins de 1000 habitants* [ici](#)

Directeur de la publication : Roger Isoard - Rédaction, maquette : Michel Simon

Ont collaboré à ce numéro : Denis Palisse, Gaëlle Vialate

Contact : mairie.auzet@wanadoo.fr

Suivez l'actualité auzetane sur www.auzet.cc-pays-de-seyne.fr

Débats et décisions

(depuis octobre 2012)

➡ 16 octobre 2012

• **Atelier relais de menuiserie** - Le Conseil décide de proposer un bail commercial dérogeant de 23 mois à M. F. Stocklasek, candidat à la reprise. Montant du loyer mensuel : 400 €

• A l'occasion de la visite du responsable de la Maison technique de Barcelonnette, le maire a fait le point sur l'acquisition par la commune d'une bande de terrain en aval du pont de la Cassette, **la réhabilitation du pont du Saut de Cochon** et la mise aux normes au gabarit 19 t sur la RD 7.

➡ 20 novembre

• **Transfert d'une nouvelle compétence à la Communauté de Communes du Pays de Seyne (CCPS)** - A l'unanimité, le Conseil accepte la demande de l'assemblée communautaire de transférer à la CCPS la compétence « *Nouveaux équipements sportifs et culturels d'intérêt communautaire* ».

• **Suite à une présentation par son délégué au Syndicat Intercommunal d'Électrification Le Lauzet - Seyne - Turriers**, le Conseil approuve la modification des statuts du SIE, le transformant en Syndicat Intercommunal d'Énergie et de Réseaux de Télécommunications et lui conférant les compétences en matière d'entretien de l'éclairage public et l'investissement dans les télécommunications.

• **Le Conseil débat longuement sur les points suivants** : gestion du gîte communal du Cubertin suite à la dénonciation de son contrat par l'actuel gestionnaire, recalibrage de la station d'épuration et choix d'un nouveau process, réflexion sur l'implantation de deux sites de regroupement des ordures ménagères.

➡ 7 février 2013

• **Préparation budgétaire 2013** - A l'unanimité, le Conseil décide de maintenir les quatre taxes à leur niveau de 2012 et de conserver les mêmes tarifs pour l'eau et l'assainissement.

• Le Conseil décide de rencontrer un couple candidat à la reprise du **gîte communal** du Cubertin.

• A l'unanimité, le Conseil autorise le maire à signer une convention pour un **groupement de commandes** concernant la voirie sur plusieurs communes du territoire communautaire.

• Le maire fait le point sur **la nouvelle contribution** (2 € à l'hectare) due par les communes soumises au Régime forestier.

• Le maire rend compte du voyage d'études effectué à Bonnevaux (Savoie) les 21 et 22 janvier avec le premier adjoint et deux conseillers. La visite d'une **station d'épuration** d'un type nouveau mais qui fonctionne depuis plusieurs années en Autriche, laisse une impression favorable. Le maire engagera les premières démarches en direction du SATESE (CG 04) et des financeurs.

➡ 12 mars

• Le Conseil vote à l'unanimité **les comptes administratifs de la commune**, les comptes de gestion et l'affectation des résultats de 2012, ainsi que les comptes de l'atelier-relais de Boulangerie, de l'Eau et de l'Assainissement.

Il vote dans les mêmes conditions **les budgets primitifs 2013** de la commune, de l'Eau et de l'Assainissement, de l'atelier-relais de Boulangerie et du CCAS.

Le maire et Mme la secrétaire de mairie répondent aux questions des conseillers. Chaque budget fait l'objet d'un vote distinct.

Pour le détail des chiffres, voir le [PV du CM du 12 mars](#).

• **Demande de distraction du Régime Forestier de la partie de forêt communale non productive** - La loi de Finance 2012 avait

●●● instauré une taxe de 2 € / hectare sur la surface de forêt communale soumise au Régime forestier (soit 1 192,65 ha). Coût pour notre commune : 2 835,30 €. Le maire explique qu'il n'est pas opposé au principe d'une telle taxe à condition qu'elle s'applique sur la seule série productive). A cette fin, il propose au Conseil de distraire du Régime forestier la surface non productive, soit 754,3 ha, et de surseoir au paiement de la taxe. Par ailleurs, il propose de solliciter les parlementaires du Département afin qu'ils interrogent le gouvernement à ce sujet. A l'unanimité, le Conseil donne son accord à ces propositions.

● **Aménagement de l'aire de pique-nique du Graveyron** : présentation du projet par le maire suite à la proposition de M. G. Carlvann (Digne). Gradins, aire commune « piste de danse + terrain de boules longues », zone camping-cars (2) avec borne de services, kiosque-barbecue. Lancement d'un marché à procédure adaptée auprès de trois entreprises pour obtenir un devis. Enfin, il est demandé un éclairage du terrain de boules.

14 mai

● **Gîte communal du Cubertin** - Le maire annonce au Conseil la défection du couple qui avait repris le gîte en début d'année. Afin d'assurer la continuité de la gestion, il a sollicité et invité au Conseil M. et Mme Pasquelin qui seraient intéressés. Le maire donne lecture de la dernière convention de gestion du gîte. Pour cette première année de gestion, le Conseil décide de ne pas imposer une redevance d'un montant fixe et propose un taux de 30 % sur le chiffre d'affaires réalisé.

● **Choix d'un architecte pour une proposition d'esquisse en vue d'un agrandissement de la mairie** - Le maire expose au Conseil ses raisons d'agrandir la maison commune par le besoin d'une véritable salle de réunion (mariages, élections, associations...) et la conservation des archives municipales. Après débats, le Conseil accepte que le maire sollicite un devis pour une esquisse et une estimation de coût auprès de NaturArch à Digne.

6 juin

● **Gîte communal du Cubertin : modification du montant du loyer** - La promotion du site n'ayant pas été réalisée par les gestionnaires précédents et la nouvelle gestionnaire prenant le relais en milieu d'année, le Conseil juge raisonnable de diminuer le montant de la location pour cette année transitoire puis de l'augmenter progressivement. Pour 2013, le loyer sera de 15 % du C.A., 30 % en 2014 et 50 % en 2015.

● **Travaux d'aménagement de l'aire du Graveyron : choix du prestataire** - Quatre sociétés ont été interrogées. Après visite sur site le 28 mai, deux ont présenté une offre : JMTP (86 375,45 € HT) et Home Eco (67 081,50 € HT). L'enveloppe prévisionnelle est de 66 000 € HT. Le maître d'œuvre proposant de ne pas facturer les 3 000 € HT de sa prestation, cette somme sera réaffectée sur les travaux. A l'unanimité, le Conseil choisit l'entreprise Home Eco et adopte le plan de financement suivant : Conseil régional (19 980 €) + Etat (DETR, 19 800 €) + Conseil général (FODAC, 10 000 €) soit 75 % de soutien - Autofinancement de la commune : 17 301,50 €

23 juillet

● **Communauté de Communes du Pays de Seyne : composition du conseil communautaire après les élections municipales de 2014** - Le maire présente au Conseil la proposition adoptée à l'unanimité par les délégués du Conseil communautaire le 7 juin 2013 concernant sa nouvelle composition après les élections municipales de mars 2014, en application de la loi de décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales. Cette délibération modifie la représentativité de certaines des huit communes composant la CCPS sans modifier le nombre actuel de ses représentants (23) et Auzet conserve ses 2 délégués. A l'unanimité, le Conseil municipal approuve cette proposition.

● **Informations sur l'amélioration de la station d'épuration** - Le maire rend compte de la réunion du 2 juillet en mairie avec le technicien du Satese (CG 04) et plusieurs conseillers municipaux sur le thème du choix d'une nouvelle station d'épuration ou d'une amélioration de l'existante. Le technicien est partisan d'une station type « filtres plantés de roseaux », mais l'emplacement de notre équipement suscite des doutes sur son efficacité pendant la période hivernale. La commune contactera le Satese aux fins d'organiser la visite de trois stations du même type dans des communes présentant des similitudes avec notre village.

17 septembre

● **Compte-rendu de la visite de trois stations d'épuration** - Le maire, le premier adjoint et deux conseillers rendent compte des visites effectuées le 10 septembre à Méolans-Revel (deux stations) et à Curbans, en compagnie des techniciens du Satese (CG 04). Objectif : comparer trois procédés de traitement. Le Conseil décide ensuite de visiter les stations de Chanolles et de Prads, toutes deux à filtre planté de roseaux, dont la situation géographique est comparable de celle de notre commune.



● **Signalétique du territoire, périmètre communal (compétence CCPS)** - Le Conseil réunira une commission de travail pour réfléchir à notre proposition. En séance, le Conseil décidera ensuite de notre réponse à la CCPS.

● **Déchets ménagers (compétence CCPS) - Choix définitif du type de conteneurs et implantations** - Dans le cadre de la réorganisation du ramassage des déchets ménagers, le Conseil choisit le mode aérien, sans impact financier pour la commune. Pour le centre du village, deux sites sont retenus : entre le centre d'accueil et le pont des Auberts (site actuel) et près de la place du Graveyron (en bord de route, côté Grave). Les sites du Fanget et de l'Infernet sont maintenus. Des équipements (dalle, habillage...), à la charge de la commune, s'avèreront nécessaires.

16 octobre

● **Participation aux charges de fonctionnement des écoles élémentaire et maternelle de Seyne pour l'année scolaire 2012-2013** - Le maire présente au Conseil la convention proposée par la commune de Seyne d'un montant de 2 500 €, soit 500 € par enfant. Accord du Conseil.

● **Implantation définitive des points de collecte des ordures ménagères et des déchets triés (verre, JRM, emballages ménagers, chalets cartons) à la demande de la Communauté de communes afin de réduire le coût de la collecte (voir page 5)** - Le Conseil approuve la proposition de la commission municipale qui précise l'implantation décidée lors du conseil précédent et décide de l'équipement pour chaque site de collecte.

17 décembre

Le P.-V. du conseil du 17 décembre sera adopté début 2014.

Quelques temps forts en 2013

Un volume de travaux unique dans l'histoire de la commune

TERMINÉS

- **La nouvelle adduction d'eau du Fanget**, au terme de spectaculaires travaux de terrassement à partir de la Raisinière (photo 2).

EN COURS

- **La réhabilitation du four banal du Serre** (photo 1). Le chantier international de jeunes organisé par l'APARE cet été n'a pas atteint tous ses objectifs. Finalisation prévue au printemps prochain.
- **Les travaux d'enfouissement des lignes électriques et télécom.** Un chantier dont la commune n'est ni maître d'œuvre ni maître d'ouvrage. Les lignes électriques sont enfouies, les intempéries ont interrompu l'opération pour les lignes télécom.
- **L'aménagement de l'aire du Graveyron.** Fin prévue au printemps.

RÉALISÉS SOUS MAÎTRISE D'OUVRAGE DE LA C.C.P.S.

- **Les maisons passives**, dont les familles locataires prendront possession le 1^{er} mars 2014.
- Au Fanget, **2^e tranche de la réhabilitation du Foyer.** En 2014 : aménagement d'un parking, création d'un garage pour les engins de damage, requalification du garage actuel en local d'accueil.

Activités économiques

- **Boulangerie** : c'est désormais le couple Dominguez, Dominique et Véronique, qui tient « Le Pain d'Auzet ». Leur troisième enfant est scolarisée à Seyne.
- **Menuiserie** : bonne nouvelle, Filip Stocklasek est certes menuisier de marine mais aussi ébéniste. Sa nouvelle entreprise s'intitule logiquement « L'ancienne scierie d'Auzet ».
- Enfin, **Martine Plazolles**, infirmière libérale, s'établira à Auzet en mars 2014, tout comme **Dannick Joubert**, nouveau chef d'exploitation agricole depuis peu.

Marchés, fêtes et commémoration



- **Le marché estival** et ses animations, organisés par l'association **Vallées du Bès**, permettent notamment à nos producteurs locaux de proposer des produits *made in Auzet*.
- **Fête de la Saint-Barthélémy** - Encore une bonne participation pour cette édition de la fête du village, une fois de plus perturbée par la pluie. Les organisateurs d'**Oser à Auzet** jouent de malchance.
- **Le centenaire de la route des Clues** a donné lieu à une belle exposition dans l'église et à la projection de trois vidéos dans les locaux de **La Fontaine de l'Ours** par l'association **Vallées du Bès**. L'une et l'autre ont attiré un large public.

- **Le Chemin des crèches**
Cette initiative de l'OT inter-communal a encore reçu un écho favorable dans la vallée. Mais pour combien de temps ? Anne-Marie s'est sentie bien seule pour installer la crèche. Pourtant, cette dernière, le concert de chants de Noël donné par la Chorale de la Blanche, puis la prestation des Baladins avaient attiré du monde. Cette année, **Oser à Auzet** proposait gratuitement café et viennoiseries, au soleil, sur le parvis de la mairie.



1



2



Un temps fort 2013 que nous retrouverons avec plaisir les 11 et 12 janvier prochain pour sa 15^e édition : la Farivernale, chère à Jean-Pierre et à Più à qui nous souhaitons beaucoup de neige (enfin... pas trop quand même)



PHOTO : F. CRISTOFARI

PHOTO : PIÙ

Nouvelle organisation au printemps 2014

Au cours du printemps prochain, les huit communes de la Communauté de Communes du Pays de Seyne (CCPS) qui assure ce service mettront en place un nouveau dispositif de collecte des ordures ménagères. Pourquoi ?

Pour au moins trois raisons :

- 1.** Maintenir la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM, voir votre avis d'imposition) à son taux actuel, soit 10 %, en réduisant les temps de collecte (trois jours au lieu de cinq actuellement), les coûts de carburant et les frais de matériels.
- 2.** Améliorer la quantité et la qualité du tri avec de nouveaux conteneurs pour les ordures ménagères et les emballages ménagers, des chalets pour les cartons. Objectifs : réduire les coûts liés à une qualité de tri médiocre et, parallèlement, augmenter les recettes de la vente des emballages triés.
- 3.** Réduire le nombre des points de collecte pour les raisons citées plus haut et les aménager afin d'améliorer l'image du terri-

toire (fin des bacs verts et/ou jaunes dispersés et en désordre dans le paysage).

A Auzet, le Conseil municipal a décidé de conserver quatre points de collecte situés comme suit :

- deux au cœur du village : un sur le virage du Graveyron au droit du support EDF et un sur le site actuel près de la Fontaine de l'Ours, entraînant la suppression des autres points (équipement : conteneurs ordures ménagères, emballages ménagers, verre, JRM, chalet cartons) ;
- deux sites desserviront l'Infernet et le Fanget (équipement : conteneurs ordures ménagères, emballages ménagers, JRM et verre pour les deux hameaux + chalet cartons à l'Infernet).

Enfin, le Conseil a choisi les colonnes aériennes (coût à la charge de la Communauté de communes) et non les colonnes enterrées (50 % du coût à la charge de la commune). L'aménagement pay-sager des quatre sites sera assuré par la commune.

■ MAISONS PASSIVES

La réussite aux tests d'étanchéité, première étape vers le label

Le lundi 9 décembre 2013 ont eu lieu les tests d'étanchéité à l'air des quatre logements passifs, en fin de construction. Ils ont été réussis au-delà des performances imposées et c'est, du même coup, un grand pas de franchi vers la labellisation « passive ».

Il s'agissait de vérifier physiquement que les quatre logements étaient étanches à l'air, condition impérative pour respecter le critère principal que nous visons, à savoir l'absence de besoin de chauffage permanent et de climatisation, quelle que soit la période de l'année.

Nous avons fait appel pour ces contrôles à un organisme indépendant spécialisé, afin de s'assurer qu'il ne puisse pas être juge et partie dans les mesures.

Des valeurs remarquables

L'opération est simple dans son principe : une fausse porte d'entrée est montée à la place de l'existante ; elle est équipée d'un puissant ventilateur relié à un ordinateur qui le pilote. Les entrées et sorties d'air de la VMC de l'appartement testé sont bouchées, toutes les fenêtres et baies vitrées sont vérifiées fermées, les siphons d'évacuation d'eau sont remplis. Le test peut démarrer ; le ventilateur extrait l'air du logement jusqu'à le mettre en dépression à une valeur de 50 pascals en dessous de la pression atmosphérique mesurée en continu à l'extérieur. Le logiciel de l'ordinateur commande plusieurs mesures de manière à établir une courbe de débit de fuite en fonction de la dépression.

Pour être dans les critères passifs, il faut que ce débit de fuite soit inférieur à 0,6 fois le volume du logement sous 50 pascals de dépression. Nous avons obtenu les valeurs suivantes pour les quatre logements : 0,33, 0,34, 0,38 et 0,44, ce qui est remarquable. Notons que la dernière norme française dans le domaine de la construction, la RT 2012, impose désormais pour les logements neufs une valeur de fuite de 0,6 fois le volume du logement, mais sous seulement 4 pascals (au lieu de 50 Pa dans notre cas).

En route vers le label

La première phase de tests est donc réussie. La seconde, qui se déroulera très bientôt, sera plus complexe : il s'agira d'entrer les caractéristiques réelles des logements dans le code de calcul thermique qui a permis de les concevoir, et de s'assurer après de longs calculs que la puissance de chauffage annuelle reste bien inférieure à la norme imposée pour être un logement « passif », à savoir 15 kWh/m²/an. Ce contrôle sera effectué par la Fédération Française de la Construction Passive, qui nous attribuera ou non le label. A suivre...

Denis Palisse



PHOTO : PIÙ

Atmosphère studieuse autour du technicien chargé des tests



Il y avait foule ce 18 septembre pour une visite guidée des maisons passives organisée lors de la rencontre annuelle d'Alliance dans les Alpes France à La Fontaine de l'Ours. A cette occasion, de nombreux étudiants de l'IUT de Digne s'étaient déplacés pour découvrir le concept « passif ».

Des moyens pour préserver la biodiversité

Une large partie de la commune d'Auzet est intégrée dans le site Natura 2000 « Montagne de Val-Haut, Clues de Barles, Clues de Verdaches » depuis 2010. Le classement Natura 2000 vise à la protection de la biodiversité en s'appuyant sur les acteurs locaux.

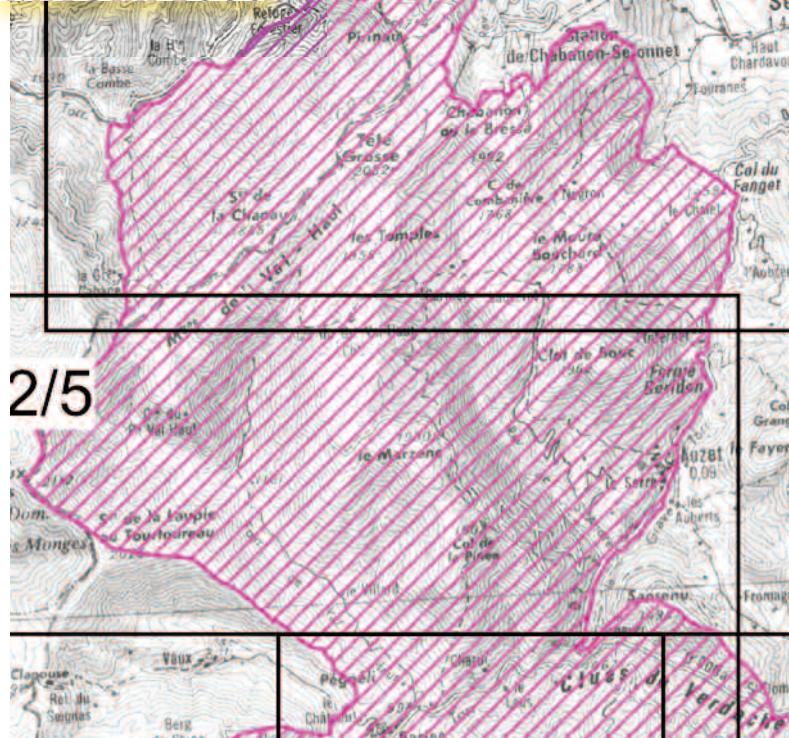
Qu'est-ce que le réseau Natura 2000 ?

Il s'agit d'un réseau européen visant à la conservation de la biodiversité, c'est-à-dire de l'ensemble des espèces vivantes (diversité spécifique), de leur patrimoine génétique (diversité génétique), des habitats (diversité des écosystèmes) et des paysages. Les sites classés bénéficient de moyens spécifiques afin de sauvegarder et maintenir dans un bon état de conservation des habitats naturels et des espèces animales et végétales devenus rares ou fragiles à l'échelle de l'Europe.

Deux directives européennes ont fondé ce réseau. La première, la Directive **Oiseaux** date de 1979 et concerne des espèces d'oiseaux et leurs habitats. Elle a permis de créer les Zones de Protection Spéciale (ZPS). La seconde, la Directive **Habitats, Faune, Flore** (1992) est plus large et vise les habitats et les espèces végétales et animales autres que les oiseaux. Les Sites d'Intérêt Communautaire (SIC) et les Zones Spéciales de Conservation (ZSC) sont issus de cette directive. L'ensemble des sites (ZPS, SIC et ZSC) forment le réseau Natura 2000.

Comment fonctionnent les sites Natura ?

A travers l'objectif de préservation de la biodiversité, Natura 2000 est également un levier pour le développement durable des territoires concernés à travers le soutien financier aux acteurs locaux. Chaque site possède un Comité de Pilotage (CoPil) qui regroupe tous les acteurs impliqués dans la gestion du site (usagers de la nature, élus, administrations...) ; il est présidé par un des membres du comité. Le CoPil veille



Limites nord du site Natura 2000 « Montagne de Val-Haut, Clues de Barles, Clues de Verdaches »

notamment au respect du Document d'Objectifs (DocOb). Ce dernier précise la liste des espèces et des habitats naturels qui ont déterminé la désignation du site et indique les principaux enjeux de gestion retenus afin de favoriser leur bon état de conservation.

Chaque site est géré par une structure animatrice : depuis juillet 2013, à la demande de l'État, le **Syndicat Mixte du Massif des Monges** a pris en charge l'animation de trois sites (voir ci-dessous), en remplacement de l'ONF. Deux chargés de mission sont présents pour assurer l'animation sur le terrain auprès des différents acteurs. Claude Payan, maire de Barles et président du Syndicat mixte, rappelle que « toutes les actions qui seront menées sur les différents sites gérés par le Syndicat se feront dans la plus grande concertation. L'objectif de l'ani-

mation des sites Natura est de promouvoir ce patrimoine naturel riche que l'on retrouve dans tout le massif des Monges ».

Deux missions principales sont assurées par les animateurs : le suivi scientifique de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces, et le montage de contrats financiers avec les différents acteurs pour soutenir des actions favorables à la biodiversité.

Les différents contrats financiers

Pour atteindre ses objectifs, Natura 2000 a prévu plusieurs contrats financiers pour mener des actions concrètes, cofinancées à 100 % par l'État et l'Europe. L'objectif n°1 consiste à lutter contre la fermeture des milieux, notamment les pâturages d'altitude, du fait de l'embroussaillage ou l'abandon des pratiques pastorales. Des actions favorables à la faune et à la flore sont également possibles : protection des milieux

humides, restauration de milieux naturels, retard de fauche, etc.

Trois contrats peuvent être mis en place :

- les **Mesures Agro Environnementales Territorialisées**, qui concernent les parcelles agricoles désignées à la PAC ;
- les **contrats forestiers**, qui s'appliquent sur les parcelles forestières ;
- les contrats « ni agricoles, ni forestiers » qui concernent les actions mises en place sur tout autre parcelle.

A ces contrats s'ajoutent les **chartes de gestion durable** : tout propriétaire peut adhérer à des engagements de gestion durable sur ses parcelles et bénéficier de l'exonération de la taxe sur le foncier non bâti.

Gaëlle Vialate

N'hésitez pas à vous renseigner auprès de l'animateur sur les conditions à réunir pour bénéficier d'un tel contrat :
Ambroise Mazal - Tél. 06 24 16 37 25
ambroisemazal@gmail.com

LE SYNDICAT MIXTE DU MASSIF DES MONGES ET NATURA 2000

- Constitué à l'origine par cinq communes du cœur du massif (Authon, Auzet, Barles, Bayons et Selonnet), le Syndicat regroupe aujourd'hui sept communautés de communes dont celle du Pays de Seyne.
- Mi-2013, à la demande de l'Etat, le S3M prend en charge l'animation de trois sites Natura 2000 : « Montagne de Val-Haut, clues de Barles, clues de Verdaches » (FR9301535), « Cheval Blanc, montagne des Boules, barre des Dourbes » (FR9301530), animateur (temps plein) : M. Ambroise Mazal, et « Venterol, Piégut, Grand Vallon » (FR9301545), animatrice à mi-temps : Mme Gaëlle Vialate. Le coût des animateurs est financé par l'Etat. **Sur le Net, concernant le premier site, voir FR9301535**
- Depuis juillet 2013, Roger Isoard, maire, préside le comité de pilotage du site dont relève Auzet.

QUELQUES DATES CLÉS

- 1992** : convention internationale sur la biodiversité (Sommet de Rio)
- 1992** : directive européenne Habitats, adoptée à l'unanimité par les pays européens
- 1993** : adhésion de la Communauté européenne à la Convention de Rio
- 1994** : entrée en vigueur de la directive Habitats et création du réseau européen Natura 2000
- 2001** : transposition des directives en droit français